

Le Luxembourg ses frontaliers

Quand le « win-win » l’emporte sur le « lose-lose »

Auteur : Claude Gengler, membre de l’ASTI et géographe à la recherche de nouveaux défis

L’ASTI vient de publier les résultats d’une enquête réalisée par TNS ILRES auprès d’un échantillon de quelque 500 travailleurs frontaliers en activité au Luxembourg. Il s’agit du dernier volet d’un sondage plus vaste et global portant sur le « Vivre ensemble au Luxembourg ». L’ASTI a 40 ans... « et pas une ride » ! Ce n’est pas la première fois qu’elle s’est penchée, seule ou avec d’autres, sur le phénomène du travail frontalier et ses multiples facettes. Comme « SarLorLuxien » convaincu de la première heure, je m’en félicite évidemment. Dans un communiqué de presse, très instructif par ailleurs, les auteurs déclarent que ce sondage sur le sentiment d’attachement des frontaliers au Luxembourg est « le premier de ce genre à être réalisé ». Ce n’est pas tout à fait juste et j’aimerais profiter de la première partie de mon analyse pour revenir succinctement à quelques travaux plus anciens dont certains datent effectivement déjà du siècle dernier. (1)

Première partie : les précédents

A) Étude de cas à la BIL (1991)

En 1991 – à l’époque (je le dis pour les plus jeunes parmi nous), le Luxembourg comptait 35.000 frontaliers, soit six fois moins qu’aujourd’hui – j’ai eu l’occasion d’organiser une enquête au sein de la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) auprès des 317 frontaliers travaillant à ce moment pour cette banque connue pour être la plus ancienne de la place. Mes objectifs étaient les suivants : établir le profil socio-démographique et professionnel type du travailleur frontalier ; dresser le tableau des facteurs « push-pull » faisant du Luxembourg une plaque tournante dans le domaine de l’emploi ; étudier les conditions de déplacement des frontaliers ; voir s’ils ont des relations extra-professionnelles avec le pays d’accueil ; appréhender leurs difficultés quotidiennes. Une synthèse de ce travail, qui a fait l’objet d’une communication dans le cadre d’un colloque international de géographie à Andorre, a été publiée dans le magazine statistique Économie Lorraine (no. 103, INSEE-Lorraine, septembre 1991, pp. 24-26). En relisant ma première phrase, j’ai dû penser à la carte blanche de notre ami Charles Margue : « Le Luxembourg et ses travailleurs frontaliers, c’est avant tout un mariage de raison, lié à la très forte croissance que connaît l’emploi intérieur du pays. »

Que retenir de cette enquête – effectivement la première du genre – 30 ans après ? D’abord, que les frontaliers travaillant dans le secteur bancaire étaient plus qualifiés que les autres et également plus qualifiés que leurs homologues résidant au pays, Luxembourgeois et étrangers confondus. Ensuite, que l’écrasante majorité des frontaliers travaillant à la BIL (plus de 85% !) étaient de nationalité belge ; une des raisons était que la Belgique offrait des formations du type BAC+3, par exemple le fameux graduat en informatique, inexistant au Luxembourg.

Quoi encore ? Que six frontaliers sur dix habitaient à moins de 25 km à vol d’oiseau de la frontière. Que huit frontaliers sur dix prenaient leur voiture privée pour se rendre au travail. Que les frontaliers étaient unanimes pour critiquer le caractère non concurrentiel des

transports publics. Que les raisons qui les ont poussés à venir travailler au Luxembourg étaient d'abord des avantages matériels (salaires plus élevés, fiscalité plus avantageuse, sécurité sociale plus généreuse), ensuite l'attrait d'une place financière « en plein décollage », sans oublier les problèmes vécus dans les régions de départ : le chômage et le manque de débouchés, en particulier. Qu'une grande majorité de ces frontaliers avaient des liens extra-professionnels avec le Luxembourg ; il y avait ceux qui avaient des membres de famille et des amis sur place et puis ceux qui avaient l'habitude de traverser la frontière pour les courses, le tourisme et les loisirs.

Notons que certains frontaliers avaient déjà changé de résidence pour se rapprocher de la frontière et de leur lieu de travail, mais l'idée ne leur serait pas venue de s'installer durablement au Luxembourg : les prix des terrains à bâtir, le coût des maisons et le niveau des loyers étaient déjà bien trop importants. Il y a 30 ans ! Parmi les inconvénients liés à leur statut de frontalier, il faut citer les déplacements trop longs et trop coûteux, les files d'attente aux frontières (c'était encore le temps des contrôles douaniers) et la non-connaissance de la langue luxembourgeoise. Globalement, et c'était plutôt une bonne nouvelle, la cohabitation Luxembourgeois – étrangers – frontaliers ne posait guère problème. « Tout se passe comme si nous ne changions pas de pays », disaient plusieurs enquêtés. Dont acte.

B) Premier colloque international sur le travail frontalier au Luxembourg (1993)

Deux ans plus tard, en octobre 1993, j'ai organisé pour le compte du (jeune) ministère de l'Aménagement du territoire et avec le concours de la Commission européenne un grand colloque de deux jours sur le travail frontalier au Luxembourg. Intitulé : « Le travail frontalier au sein de la Grande Région dans l'optique de l'aménagement du territoire ». Officiellement, cette rencontre voulait sensibiliser aux problèmes d'aménagement du territoire et d'urbanisme posés par le travail frontalier. Mais nous avons ratissé plus large en élargissant la fourchette des disciplines concernées : démographie, économie, formation, transports, logement, intégration sociale et culturelle. Une attention particulière a été accordée au monde des entreprises : quatre « grands » (la BGL, le CHL, le groupe Cactus et la firme Goodyear), tous représentatifs de branches clés, sont venues témoigner de leurs expériences en matière de travail frontalier.

La BGL comptait à l'époque 150 frontaliers sur un total de 1.850 salariés (elle s'appelle aujourd'hui BGL BNP Paribas et compte presque 4.000 salariés). Ils étaient pour l'essentiel de nationalité belge – cela nous rappelle la situation à la BIL, deux ans plus tôt. Le domaine de la santé – et le CHL ne faisait pas exception – était un secteur où, il y a 30 ans déjà, les frontaliers étaient largement surreprésentés (25% contre 16% en moyenne nationale). C'était encore plus vrai pour le personnel infirmier : 31%. Les attraits du Luxembourg ne manquaient pas : à côté des avantages matériels classiques, il y avait aussi le fait que les hôpitaux luxembourgeois étaient globalement mieux équipés que les établissements « régionaux » proches de nos voisins (en-dehors des hôpitaux universitaires, bien entendu). Le groupe Cactus avait connu une phase de très forte expansion à la veille de notre colloque. Sur ses 2.400 salariés (soit 500 de plus que cinq années plus tôt... aujourd'hui, il en compte encore 2.000 de plus), 30% n'habitaient pas au pays. Les deux tiers des frontaliers venaient de France et le DRH déclarait « recevoir plus de 300 candidatures spontanées par mois ». Chez Goodyear, la présence massive de frontaliers – originaires de Belgique surtout – avait déjà une longue tradition. Un

quart des 4.000 actifs n'habitait pas au pays. Les motifs de venir travailler au Luxembourg étaient sensiblement les mêmes que dans les autres secteurs. La langue de travail commune étant l'anglais, l'entreprise accordait une grande importance à l'apprentissage des langues. Autre défi : les transports. Le producteur de pneus était parmi les tout premiers employeurs à s'autoorganiser pour le transport de ses salariés.

L'écrasante majorité des frontaliers venait au travail en voiture. La plupart d'eux, habitant proche de la frontière, mettaient d'ailleurs moins de temps que des navetteurs habitant au nord d'Ettelbruck-Diekirch. Ils venaient au Luxembourg parce que la rémunération était bien meilleure pour un travail somme toute équivalent. Mais il y avait encore une autre raison majeure : chez eux, c'était la crise et le chômage !

Deuxième partie : le sondage de l'ASTI

Au risque de me répéter, j'aimerais encore une fois féliciter l'ASTI pour avoir complété son sondage sur le « Vivre ensemble au Luxembourg » par un volet consacré spécifiquement aux travailleurs frontaliers. Il est en effet impératif d'élargir le cercle et de s'intéresser à ces dizaines de milliers de salariés non-résidents, traversant nos frontières tous les jours, parfois même plusieurs fois par jour, pour le travail. Ils ne font pas seulement tourner notre économie, mais ils contribuent de façon substantielle au fonctionnement de notre société.

A) Aspects méthodologiques

Le sondage a été confié à TNS ILRES, rien à dire, donc, de ce côté-là. En ce qui concerne l'échantillon – 259 frontaliers en provenance de France (49,9%), 131 de Belgique (25,2%) et 129 d'Allemagne (24,9%) – il reflète fidèlement la structure de l'emploi frontalier au Luxembourg. L'enquête proprement dite s'est faite au cours de la deuxième moitié de janvier 2020, soit un mois avant le début officiel de la crise liée au COVID-19 dans notre pays, bien joué ! Il est intéressant de noter que l'échantillon – représentatif – renferme également des frontaliers « originaires du Luxembourg », 46 au total, dont 32 (sept sur dix) habitent en Allemagne, 10 (deux sur dix) en France et 4 (un sur dix) en Belgique. On ne nous dit pas qu'il s'agit de Luxembourgeois de souche, mais il y a de fortes chances qu'une majorité d'eux possède effectivement la nationalité luxembourgeoise. Ce sont donc des personnes « devenues frontaliers dans leur propre pays » du fait de la crise du logement au Luxembourg et de la mobilité résidentielle qui en découle.

Autre élément intéressant, la structure inégale de l'échantillon (il s'agit, en fait, de trois échantillons, un pour la partie allemande, un pour la partie belge et un pour la partie française) par secteurs d'activité. Nous savions déjà que le marché de travail luxembourgeois est très segmenté, et bien le même constat vaut encore une fois pour chacune des sous-régions. Exemples : une très grande part (34%) des frontaliers de Belgique travaille dans le secteur « finances et audit » ; c'est plus ou moins pareil pour les frontaliers de France (31%), alors que pour les frontaliers d'Allemagne (16%) cette part se trouve réduite de moitié. Prenons le secteur « artisanat et bâtiment » : 29% pour l'Allemagne, 10% pour la Belgique et (seulement) 7% pour la France. Dernier exemple, le secteur « santé et social » : 15% pour l'Allemagne, 11% pour la Belgique et (seulement) 6% pour la France.

B) Comment le Luxembourg est-il perçu ?

Les sondés nous disent que le Luxembourg est, pour l'essentiel, multiculturel (22%), riche (19%) et beau (19%). La question posée était : « Comment décrivez-vous le Luxembourg en tant que pays en quelques mots, veuillez donner un ou deux mots ? ». Le document de presse ne le précise pas, mais nous partons de l'idée que les sondés ont eux-mêmes indiqué les différents qualificatifs. Les citations proposées sont intéressantes, mais elles nous incitent à lire entre les lignes.

Exemple : « Zu viele Leute wohnen in Luxemburg. Trop de gens habitent au Luxembourg. » Cela me rappelle une remarque d'une connaissance d'origine libanaise : « Claude, le Luxembourg est un beau pays, mais il y a trop d'étrangers. Le pays serait bien conseillé de limiter l'immigration. » En d'autres termes : « Mir wëlle bleiwen, wat mir sin ! » Lorsque cette phrase sort de la bouche d'un étranger, elle sonne encore plus étrange, non ? Autre exemple : « Gros écarts entre les plus riches et les plus pauvres. » Si déjà les non-résidents le remarquent...

Qu'en est-il maintenant des Luxembourgeois ? Ils sont « sympathiques » (21%), « distants » (14%) – nota bene : le sondage a été réalisé AVANT la crise du COVID-19 ! – et « accueillants » (11%). Accueillants « parce qu'ils m'ont donné du travail » ou accueillant « parce qu'ils m'invitent à la maison » ? Ce n'est pas la même chose et on aurait bien aimé en savoir un peu plus. Les citations qui suivent ne sont franchement pas très réjouissantes : « peuple froid », « eher verschlossen », « tendance légère de xénophobie ». Dont acte.

C) Pourquoi être venu travailler au Luxembourg ?

On retrouve évidemment les motivations classiques, à commencer par l'aspect matériel : le niveau de salaire. Tout de suite derrière – on a parfois tendance à l'oublier –, le fait de trouver au Luxembourg une offre d'emplois extrêmement diversifiée, correspondant à une très grande fourchette de qualifications. C'est assez simple : dans la Grande Région, s'il n'y a pas de boulot sur place, on plie bagage et on va regarder ailleurs. Il y a aussi l'aspect « plan évolutif de carrière » : si on travaille bien, on peut monter dans la hiérarchie ou alors changer de secteur et monter cette fois-ci de quelques crans.

D) Contacts et compétences linguistiques

Premier constat majeur : les frontaliers ont plus de contacts privés avec des étrangers résidents qu'avec des Luxembourgeois. La différence de fréquence est substantielle : 74% contre 46% (28 points d'écart). À noter que les frontaliers allemands ont deux fois plus de contacts avec des Luxembourgeois que les frontaliers français (70% contre 36%). En ce qui concerne en revanche les contacts avec des non-Luxembourgeois, la différence de fréquence tient dans un mouchoir de poche : 76% chez les frontaliers français, 75% chez les frontaliers belges, 72% chez les frontaliers allemands.

Quant aux contacts professionnels, la différence de fréquence est moins importante : 85% contre 69% (16 points d'écart). Une fois de plus, ce sont les frontaliers allemands qui fréquentent plus les Luxembourgeois que les frontaliers français (80% contre 61%). En ce qui concerne les contacts avec des non-Luxembourgeois, la différence de fréquence est, elle aussi,

moins grande : 92% chez les frontaliers allemands, 83% chez les frontaliers français et 81% chez les frontaliers belges.

Pour ce qui concerne les compétences linguistiques, il faut se méfier, car les personnes interrogées ont toujours tendance à s'accorder une bonne note. Que penser de ces 82% qui ont déclaré comprendre (au moins un peu) le luxembourgeois et de ces 58% qui déclarent parler (au moins un peu) le luxembourgeois ? Ce ne serait pas un peu trop pour être vrai ?

E) Sentiments et habitudes

Si trois frontaliers sur quatre se sentent les bienvenus au Luxembourg, c'est tant mieux ! Plus de la moitié cependant estiment que des membres de leur entourage qui ne travaillent pas au Luxembourg les considèrent comme des privilégiés. Ils se retrouvent, pour ainsi dire, entre deux chaises : plus tellement à l'aise dans leur pays de résidence et pas encore pleinement arrivé dans le pays qui leur offre leur gagne-pain. Cela nous fait penser à ceux de nos immigrés portugais qui ont tendance à retourner dans leur pays d'origine, ne serait-ce que pendant les grandes vacances d'été : au Portugal, ce ne sont plus « de vrais Portugais » – au Luxembourg, ce ne sont pas encore « de vrais Luxembourgeois ». Un frontalier sur deux déclare fréquenter les magasins au Luxembourg, un sur cinq y sort au restaurant. La qualité des transports en commun AU Luxembourg dépasse sensiblement celle des transports en commun VERS le Luxembourg. On s'en serait presque douté.

(Conclusion) Les mérites du sondage de l'ASTI

Pour commencer, ce sondage a le mérite d'exister car les études disponibles sur le travail frontalier au Luxembourg se comptent toujours sur les doigts de deux mains, et les études de nature sociologique sur les droits d'une seule main. L'étude nous rappelle l'existence d'un marché du travail extrêmement segmenté, non seulement au Luxembourg mais jusque dans le dernier des quatre coins de la Grande Région. Les frontaliers sont pour la plupart conscients des avantages matériels liés à leur situation de frontalier, mais ils ne souhaitent pas s'arrêter là. Ils semblent s'intéresser au pays et à ses habitants et ils aimeraient bien que le Luxembourg – et plus encore les Luxembourgeois – s'intéressent davantage à eux. Il y a donc du pain sur la planche. Le Luxembourg n'est pas une île, alors cessons de le traiter comme telle.

(1) Notons que les publications sur le travail frontalier et ses multiples facettes foisonnent depuis quelques années. Citons, à titre d'exemples, l'ouvrage collectif dirigé par Rachid Belkacem de l'Université de Lorraine et d'Isabelle Pigeron-Piroth (Université du Luxembourg) intitulé « Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux – Pratiques, enjeux et perspectives » paru en 2012 dans la collection « Salarariat et transformations sociales » chez les Presses Universitaires de Nancy (PUN) – Éditions Universitaires de Lorraine ; en langue allemande, la thèse de doctorat de Christian Wille intitulée « Grenzgänger und Räume der Grenze – Raumkonstruktionen in der Großregion SaarLorLux » paru en 2012 dans la collection des « Luxemburg-Studien/Études luxembourgeoises » chez Peter Lang, Internationaler Verlag der Wissenschaften ; l'ouvrage d'Adrien Thomas intitulé « Les frontières de la solidarité – Les syndicats et les immigrés au cœur de l'Europe » paru en 2015 dans la collection « Res Publica » chez les Presses Universitaires de Rennes. Bien d'autres colloques ont eu lieu depuis les années 1990, période à laquelle il est fait référence dans la présente analyse. Signalons encore

les nombreux travaux du CEPS/INSTEAD, devenu LISER, les multiples études du STATEC, les rapports publiés par l'Observatoire Interrégional de l'Emploi (OIE) basé à Sarrebruck, les ouvrages de la collection Forum EUROPA (« Vivre dans la Grande Région », 2006 ; « La mobilité résidentielle transfrontalière entre le Luxembourg et ses régions voisines », 2010), les sondages publiés sur le site www.lesfrontaliers.lu et dans entreprises magazine, etc.